

LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE et le mouvement ouvrier français

Tout l'art du régime de la V^e République dans la question algérienne consiste à promettre la lune pour après-demain et même plus tard, tout en faisant autant que possible le silence sur ce qui se passe à présent.

Ainsi, il y aura — plus tard — du pétrole, un plan de Constantine, et le reste. Mais, aujourd'hui, il y a les **camps dits de « regroupement »**.

C'est, dans un rapport officiel à leur sujet — rapport qui n'a guère été porté à la connaissance du grand public — qu'on peut lire :

« Par suite des nécessités de la pacification un million d'hommes et de femmes sont pratiquement menacés de famine. »

La presse communiste et celle de gauche ont mentionné ce rapport fourni à Delouvrier, mais ce n'est pas la publication d'un ou même de quelques articles, qui peuvent faire quelque effet.

Il faut entreprendre une véritable campagne d'aide à la Révolution algérienne, et cela bien entendu implique de préparer les militants et les travailleurs pour une lutte réelle, et contre les bandes fascistes et contre les forces de répression de l'Etat.

Il faut une campagne effective qui dénonce les crimes qui continuent de se commettre, qui ne se laisse pas submerger par toutes les fanfaronades et mascarades officielles, les élections-bidons et autres, et en premier lieu une campagne qui, **ici en France même**, défende les travailleurs algériens contre les persécutions et poursuites dont ils sont chaque jour l'objet.

Il faut aussi que les organisations n'hésitent pas à dénoncer les méfaits de l'impérialisme français contre la Révolution algérienne à travers le monde. On a parlé récemment d'une « main rouge » en Allemagne qui y effectuait des attentats contre les Algériens. En fait, les autorités allemandes ont fait connaître, sous la forme habituelle entre ces messieurs, que les services secrets français en Allemagne ne devaient pas les mettre dans une situation trop embarrassante en commettant des crimes.

A travers les inévitables vicissitudes de tout grand combat, la Révolution algérienne finira par triompher. Mais la carence du mouvement ouvrier français aggrave énormément les difficultés des masses algériennes et risque d'avoir en France même des répercussions encore plus graves que celles du 13 mai 1958. Le mouvement ouvrier français ne peut pas espérer rattraper sur un autre plan ce qu'il a perdu par suite de sa carence sur le front principal. Il faut imposer dans les organisations la mise à l'ordre du jour de la Révolution algérienne et de l'aide à lui apporter. On ne peut se satisfaire d'un quelconque colloque organisé par des hommes de bonne volonté. Les forces réactionnaires n'attachent guère d'importance à de telles parloteries qui sont sans lendemain. Ces forces parlent à nouveau très fort ; sur la question de l'Algérie, ce qu'on appelle l'armée — c'est-à-dire la caste militaire — a affirmé qu'elle ne cédera rien.

Il est très vrai que la majorité de la population française subit cette guerre. Mais cette passivité et aussi le malaise qu'elle engendre ne se traduiront en action que si les organisations se montrent décidées à se battre et à se battre très sérieusement.

Ne pas vouloir affronter la bataille avec le capitalisme sur la Révolution algérienne, c'est préparer les pires désastres sur toute la ligne.

Le 32^e Congrès de la C.G.T.

(Suite de la page 7)

initiatives « unitaires » (envoi de lettres aux autres centrales syndicales). On peut constater de façon tout à fait objective en ce domaine que la situation est littéralement « gelée ». En matière d'unité d'action et d'unification syndicale nous nous sommes déjà exprimés longuement (« Vérité des Travailleurs », n^{os} 93 et 94), et il n'est pas nécessaire d'insister davantage sur nos conceptions ou sur la carence de la C.G.T. à avancer dans ce domaine.

L'impasse est telle que Lebrun et Rouzaud, les plus perméables aux considérations des réformistes de Force ouvrière et de la Fédération de l'Education Nationale, ont déjà adopté une position d'abstention sur le projet de programme à la Commission Administrative de la C.G.T. « en raison d'un grave désaccord en ce qui concerne l'unité de la classe ouvrière » alors que par ailleurs, ils approuvent les « revendications, les problèmes économiques et financiers et les importantes questions politiques », figurant dans le programme (voir Le Peuple, n^o 578 du 15-4-59).

Le Brun et Rouzaud font référence à l'appel du Congrès de la F.E.N., « la seule grande organisation syndicale, en dehors de la C.G.T., qui ait une position non négative sur le problème de l'unité syndicale », pour cette fois adopter une position relativement claire sur leur soutien du droit de tendances. Ils annoncent que leur position d'abstention « sera fermement maintenue », mais se refusent à rouvrir une discussion lors du prochain Congrès car « les circonstances actuelles imposent en effet que, malgré nos divergences, nous fassions bloc dans toute la mesure du possible... » L'audience de Le Brun et Rouzaud dans les secteurs les plus décisifs de la classe ouvrière est très limitée, pour ne pas dire nulle, et la portée de leur vote sera forcément réduite. Néanmoins, l'annonce qu'ils font que l'U.G.F.F. (C.G.T.) a pris contact avec la F.E.N. présente un avertissement sérieux aux dirigeants communistes de la C.G.T. Le maintien du refus de la C.G.T. d'ouvrir la porte à l'aile réformatrice du mouvement ouvrier, aile qui existe tout à fait objectivement, risque de maintenir dangereusement la division syndicale en plein régime gaulliste.

Il est cependant douteux que le Congrès soit anti-conformiste en raison de sa préparation bureaucratique et de la longue pratique de l'appareil qu'en ont les dirigeants, et il est beaucoup plus probable que l'avenir des ouvriers se jouera après le Congrès et en dehors des appareils.

H. DUPARC.

La Communauté sur les traces de l'Union Française

La troisième session du Conseil exécutif de la Communauté qui réunit les chefs de gouvernement africains avec des ministres français sous la présidence de De Gaulle vient de se dérouler sous sa pompe habituelle. Les illusions qui ont pu naître à l'occasion des nouvelles dispositions constitutionnelles se dissipent rapidement et, déjà, des dirigeants africains s'interrogent pour savoir si le décorum communautaire est l'Union Française revue et corrigée, avec tout ce que cela comporte de duperie et d'hypocrisie.

Ceux qui se sont permis de mener campagne pour le « non » au Niger, en Somalie et à Tahiti ont été promptement éliminés sans douceur, quand ils n'ont pas été emprisonnés. L'esprit revanchard continue par ailleurs à souffler à l'encontre de la Guinée qui s'est libérée. Des pressions très fortes, politiques et économiques, s'exercent contre les tenants du fédéralisme et de l'unité africaine et les partisans du Mali.

Une crise traverse la plupart des territoires. L'alliance entre les forces traditionnelles des chefferies, les éléments d'une néo-bourgeoisie en formation et l'impérialisme est encore mal assurée et ne possède quelque stabilité qu'en Côte-d'Ivoire où, pourtant, Houphouët a dû se résigner à prendre en mains tous les leviers de commande aux dépens de ses hautes fonctions dans le gouvernement Debré. La déclaration d'investiture a du moins le mérite de la clarté en indiquant « qu'il sera nécessaire de créer une force de police et une force supplétive suffisamment puissante pour imposer le respect à d'éventuels fauteurs de troubles, le plus souvent à la solde de l'étranger ».

Après le Tchad, après le Moyen Congo, une violente crise secoue le Dahomey. Les élections au Dahomey furent un modèle du genre. Avec 144.000 voix le parti gouvernemental d'Apithy s'est adjugé la majorité absolue à l'Assemblée détenant 37 sièges sur 70, alors que la section locale du R.D.A. avec 172.000 suffrages, soit 28.000 de plus, se voit gratifiée de 11 sièges. Cette petite goutte a fait déborder le vase et a donné lieu à des incidents sanglants et une crise qui dure toujours. Apithy avait pris ses précautions en s'assurant les grâces d'Houphouët par son brusque abandon du Mali. Mais cela n'a pas suffi pour faire avaler la pilule à la section locale du R.D.A. qui se voit frustrée d'une victoire électorale évidente.

L'offensive impérialiste a également son prolongement sur le terrain syndical où l'on assiste à un mouvement scissionniste affectant l'U.G.T.A.N. dont le Congrès s'était tenu à Conakry sous la présidence de Sekou Touré et qui avait choisi d'installer son siège dans la capitale de la Guinée.

Gilbert VERON.